

REPUBLIQUE FRANCAISE

---  
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

---  
DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

---  
Bureau de l'Urbanisme  
et du Cadre de Vie  
---

## ARRETE

SD/IK

N° 9 1 7 6 9

DU

1 0 OCT. 1989

portant

autorisation, en faveur de la société des Mines de Potasse d'Alsace, d'exploiter une installation de criblage et de concassage de minerai de potasse à UNGERSHEIM.

---  
LE PREFET DU HAUT-RHIN

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre Ier de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la demande du 24 octobre 1988 par laquelle la société des Mines de potasse d'Alsace - 11 avenue d'Altkirch à MULHOUSE, a sollicité l'autorisation d'exploiter une installation de criblage et de concassage de minerai de potasse à UNGERSHEIM ;
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que ces installations constituent un établissement classé soumis à autorisation visé au n° 89 bis de la nomenclature des installations classées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 10 avril au 10 mai 1989 ;
- VU les avis du commissaire-enquêteur, des conseils municipaux et des services techniques consultés ;
- VU le rapport du 28 août 1989 de la direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du 7 septembre 1989 du conseil départemental d'hygiène ;
- SUR proposition du directeur régional de l'industrie et de la recherche ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1.1. :

La société des Mines de Potasse d'Alsace est autorisée à exploiter, à UNGERSHEIM, une installation de criblage et de concassage de minerai de potasse visée à la rubrique 89 bis de la nomenclature des installations classées.

La capacité annuelle de l'installation est de 1 650 000 tonnes. La quantité de minerais concassés sera de 110 000 tonnes/an.

ARTICLE 1.2. :

Les installations seront situées et exploitées conformément aux documents joints à la demande du 24 octobre 1988 et aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.3. :

- Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier annexé au présent arrêté, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.
- L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche, chargée de l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

- Sont à signaler notamment en application de cet article :

. toute émission anormale de fumées, de poussières, ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,

. toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,

. tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle du niveau de bruit, de la teneur des rejets, des équipements électriques, de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement de l'installation pouvant entraîner de graves inconvénients, ou l'existence d'un danger.

En cas de pollution accidentelle, il devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les effets du rejet sur le milieu.

.../...

#### ARTICLE 1.4. : CONTROLES

La Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées pourra imposer, aux frais de l'exploitant, tous les contrôles qui lui paraîtraient nécessaires afin de suivre l'impact de l'installation sur l'environnement ou sa sûreté (pollution atmosphérique, pollution des eaux nuisances sonores, déchets produits, équipements électriques...). Elle pourra exiger que ces contrôles soient effectués par des organismes indépendants dont le choix sera soumis à son approbation.

#### ARTICLE 2. : PREVENTION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES

2.1. Les postes d'émission de poussières suivants, situés à l'intérieur d'un bâtiment, seront capotés :

- alimentation du concasseur et concasseur proprement dit,
- alimentation de la bande du convoyeur CBO.

Les postes d'émission de poussières suivants seront munis d'un système d'aspiration:

- jetée dans le silo tampon de la station de chargement
- chargement des wagons.

2.2. Les émissions de poussières captées et aspirées par le système défini à l'article 2.1. seront canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage à la sortie desquels la concentration en poussières ne dépassera pas 150 mg/m<sup>3</sup>.

La Direction régionale de l'industrie et de la recherche pourra imposer une concentration plus faible à la sortie des dispositifs de dépoussiérage, si l'efficacité des systèmes de dispersion situés en aval (venturi et cheminée) s'avérait insuffisante.

2.3. L'air dépoussiéré sera rejeté par une cheminée dont la hauteur est de 24 mètres (conforme aux prescriptions de l'instruction du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées, dans le cas des installations émettant des poussières fines).

2.4. Le convoyeur à bande CBO sera capoté.

2.5. Le concasseur, le silo tampon et le poste de chargement des wagons seront installés dans des bâtiments fermés autant que peut le permettre l'exploitation normale de l'installation.

2.6. La teneur de l'air dépoussiéré sortant des dispositifs prévus à l'article 2.2. fera l'objet d'un contrôle semestriel destiné à vérifier leur efficacité. Si les prélèvements nécessaires à ce contrôle sont effectués à l'intérieur de la cheminée prévue à l'article 2.3., il sera tenu compte du rapport de dilution induit par le venturi.

Les résultats des contrôles seront communiqués à l'inspecteur des installations classées.

2.7. Les sols des bâtiments visés à l'article 2.5. seront nettoyés régulièrement.

### ARTICLE 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

- 3.1. Tout rejet dans le milieu naturel d'eau utilisée à l'intérieur de l'installation est interdit.
- 3.2. Des contrôles de la teneur en sel de la nappe seront effectués tous les ans à l'aval de l'installation. Le piézomètre de contrôle sera déterminé en accord avec la Direction régionale de l'industrie et de la recherche.

Les résultats des analyses seront communiqués à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche et à la direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt chargée de la police des Eaux.

### ARTICLE 4. : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Le niveau sonore des bruits émis par les installations ne devra pas excéder les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux normes d'émissions sonores que doivent respecter les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En limite de propriété les niveaux sonores ne devront pas excéder :

- de jour 65 dB(A)
- en période intermédiaire 60 dB(A)
- de nuit 55 dB(A)

Un contrôle des niveaux sonores en limite de propriété sera effectué dans les deux mois qui suivent la mise en service de l'exploitation. Les résultats de ce contrôle seront adressés à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche.

Ce contrôle pourra être renouvelé tous les ans à la demande de la Direction régionale de l'industrie et de la recherche.

### ARTICLE 5 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES :

Les installations électriques devront satisfaire au Règlement Electrique des Mines et Carrières institué par le décret du 9 janvier 1976.

Article 6 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 7 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 8 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 9 - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet du Haut-Rhin dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du ~~19~~ juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 10 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 11 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 13 - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'Industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation,  
pour le préfet et par délégation,  
le chef de bureau

P PAULET

Fait à COLMAR, le 10 Oct. 1989

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Bertrand LABARTHE

